

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

Août 2022

TENDANCES CONJONCTURELLES

1^{er} TRIMESTRE 2022

L'activité ralentit dans un contexte inflationniste et incertain

Un climat des affaires en léger recul

L'indicateur du climat des affaires (ICA) diminue légèrement au 1^{er} trimestre 2022 (-0,9 point), Il se maintient toutefois au-dessus de sa moyenne de longue période à 103,2 points, signe d'un bon niveau d'activité.

Le climat conjoncturel reste néanmoins marqué par des incertitudes importantes. Pour rappel, en fin d'année dernière, la prolongation des restrictions sanitaires, les difficultés d'approvisionnement, de gestion des ressources humaines¹ et le coût du fret, faisaient partie des principales préoccupations évoquées par les chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM.

À celles-ci est venue s'ajouter la guerre russe en Ukraine, qui accroît les difficultés d'approvisionnement ainsi que l'inflation, ce qui pèse sur le moral des acteurs économiques.

La hausse des prix d'achat de marchandises concerne ainsi 90 % des entreprises interrogées par l'IEDOM depuis le début de l'année 2022. En moyenne, cette hausse est de l'ordre de 13 %, touchant particulièrement le secteur agricole et celui de la construction. Les trois quarts des chefs d'entreprise supportant cette hausse pensent la répercuter au moins partiellement sur leurs prix de vente.

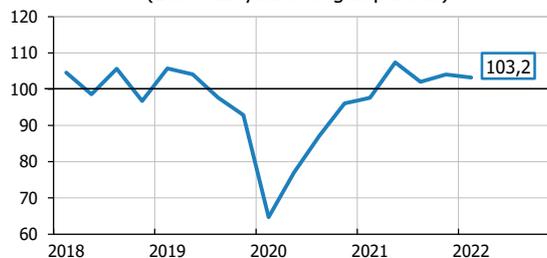
D'autre part, deux tiers des entreprises interrogées estiment être fortement ou modérément impactés par la guerre russe en Ukraine. Bien que la Guyane, mise à part pour l'activité spatiale², n'ait que peu de liens directs avec la Russie et l'Ukraine (0,1 % des importations), elle subit tout de même les effets de ce conflit. La nature de la spécialisation des économies russe et ukrainienne (céréales, gaz, pétrole, acier, aluminium, etc.), les liens commerciaux importants entre ces territoires et l'Europe et finalement, la forte dépendance de la Guyane aux importations de biens en provenance de France hexagonale (environ 60 %) et des autres pays de l'UE (environ 15 %), engendrent ce phénomène.

Malgré ce contexte peu favorable, le maintien de la dynamique économique atténue les craintes des entreprises interrogées par l'IEDOM. Ainsi, 17 % des répondants déclarent craindre une défaillance en 2022, contre 21 % en 2021. Dans les faits, pour l'ensemble des entreprises guyanaises (environ 15 000 selon l'Insee), seules 41 défaillances ont été comptabilisées sur un an à fin mars, contre 43 en 2020, et 84 en 2019.

L'inflation portée par la forte hausse des prix de l'énergie

Suivant l'évolution de la conjoncture à l'échelle mondiale, l'augmentation des prix de l'énergie est le principal moteur de l'inflation en Guyane. En glissement annuel, les prix de l'énergie sont en hausse de 18,9 % à fin 2022. La guerre en Ukraine, débutée le 24 février, pèse particulièrement sur les coûts des produits pétroliers et plus globalement, sur les prix des matières premières.

Indicateur du climat des affaires en Guyane
(100 = moyenne longue période)

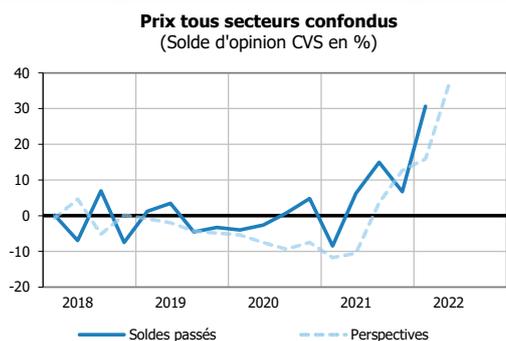


Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

¹ Arrêts-maladie, lassitude, démotivation, diminution de la productivité, etc.

² Pour rappel, dans un communiqué du 4 mars 2022, ArianeSpace a annoncé la décision "unilatérale de Roscosmos de se retirer du Centre Spatial Guyanais et de suspendre les lancements Soyuz depuis le port spatial de l'Europe".

Pour rappel, la reprise intensive du commerce mondial en 2021, mais également l'engorgement des chaînes de production, avaient d'ores et déjà créé des tensions sur les prix avant le conflit russo-ukrainien.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Le marché de l'emploi plutôt stable

Au 1^{er} trimestre, le nombre d'emplois salariés du secteur privé progresse de 0,5 % par rapport au trimestre précédent pour atteindre 37 205 personnes (CVS). Cette évolution s'établit à +3,4 % en glissement annuel, ce qui témoigne de l'amélioration du marché du travail depuis mi-2020. Les chefs d'entreprise prévoient cependant un ralentissement de la hausse de leurs effectifs pour le prochain trimestre.

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A atteint quant à lui 20 840 (CVS), soit une augmentation trimestrielle de 0,5 %. En glissement annuel, on observe une baisse significative de 8,1 %, due à un pic exceptionnel de demandeurs d'emploi au 1^{er} trimestre 2021, survenu en période de fortes restrictions sanitaires. En outre, le nombre d'offres d'emploi durable publiées par Pôle emploi se maintient à un niveau élevé (+7,9 % sur un an).

Les 25-49 ans sont majoritaires parmi les demandeurs d'emploi de catégorie A (59,3 %). La part des jeunes de moins de 25 ans est par ailleurs tendanciellement en hausse, représentant 15,9 % des demandeurs d'emploi de catégorie A.

La consommation des ménages ralentit

Au 1^{er} trimestre, le montant des importations destinées aux ménages diminue légèrement : -1,3 % sur 3 mois et -0,7 % en glissement annuel, à 140,7 M€ (CVS). Les importations restent toutefois supérieures à leur niveau d'avant-crise (125,0 M€ à fin décembre 2019 ; CVS).

Dans le détail, les importations de biens de consommation durables diminuent (-4,1 % sur 3 et 12 mois ; CVS). Dans une moindre mesure, les importations de biens de consommation non durables se contractent également (-0,8 % sur 3 mois et -0,1 % sur 12 mois ; CVS).

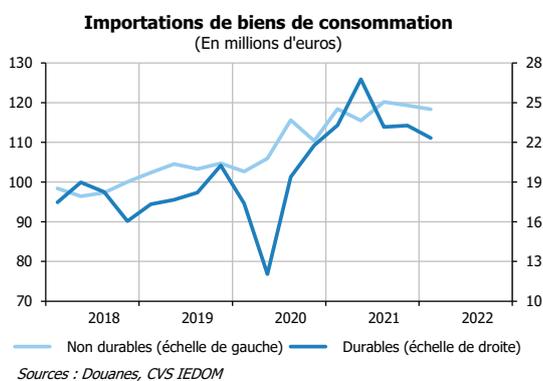
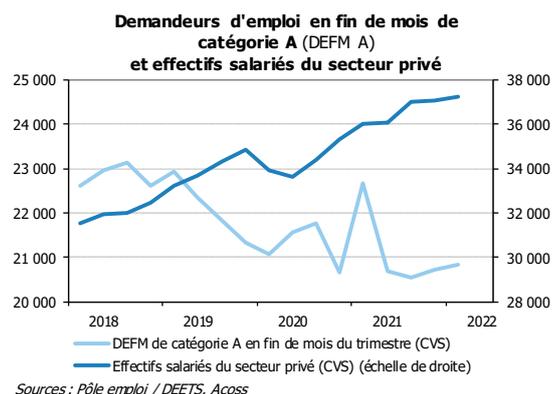
En parallèle, les immatriculations de véhicules baissent de 8,9 % sur le trimestre (CVS), mais restent en hausse sur un an (+13,5 % ; CVS), à l'instar des importations de véhicules de tourisme (-13,4 % sur le trimestre, mais +17,0 % sur un an ; CVS).

Côté revenu, la masse salariale du secteur privé conserve son dynamisme : +1,6 % sur 3 mois et +6,4 % en glissement annuel (CVS). Le montant du revenu de solidarité active (RSA) versé au 1^{er} trimestre atteint quant à lui 39,6 M€ (-1,6 % en glissement annuel). En Guyane, près de 21 400 personnes bénéficient du RSA, majoritairement des femmes seules avec enfants.

Légère hausse de l'investissement malgré le contexte ambiant peu propice

Le manque de visibilité actuelle fragilise les prévisions d'investissement. Le solde d'opinion relatif à celles-ci est ainsi stable, en dessous de sa moyenne de longue période, signe d'une inquiétude persistante des chefs d'entreprise face au contexte économique incertain. Toutefois, les importations de biens d'investissement progressent de 2,4 % (CVS) sur le trimestre.

En outre, 710 entreprises ont été créées sur la même période, soit un niveau structurellement élevé.



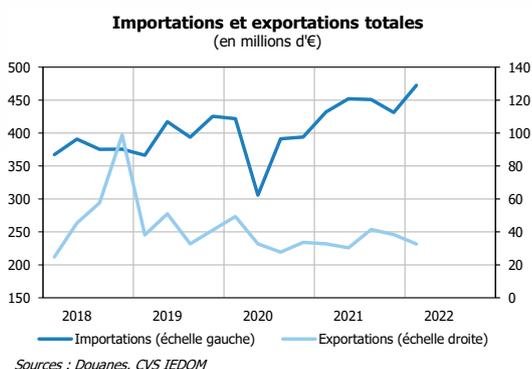
Les importations repartent à la hausse

Au 1^{er} trimestre 2022, les importations atteignent 472,2 M€ (CVS), en progression de plus de 9 % (en valeur) sur 3 mois et sur 12 mois.

Ce sont les importations de produits énergétiques qui dynamisent l'évolution globale ; elles progressent de plus de 70 % en volume et en valeur sur le trimestre.

Par ailleurs, si la valeur des importations de biens destinés aux ménages est globalement en baisse (-1,3 % ; CVS), celle des importations destinées aux entreprises s'inscrit en hausse : +2,4 % (CVS) pour les biens d'investissement et +2,8 % (CVS) pour les biens intermédiaires.

En parallèle, le montant des exportations s'affaïsse à 32,6 M€ (-15,3 % ; CVS), notamment du fait de la nette baisse des exportations d'or sur le trimestre. La valeur de l'ensemble des exportations reste néanmoins stable sur un an (-0,4 % ; CVS).



Des dynamiques sectorielles hétérogènes

Les entreprises du secteur du **BTP** participant à l'enquête de l'IEDOM estiment la progression de leur CA à 16 % sur le trimestre, ce qui met en exergue le dynamisme de l'activité. Les entreprises poursuivent ainsi leur recrutement pour répondre à des besoins importants. En revanche, la hausse récente du prix des intrants est estimée à 15 % au sein du secteur. Cela fragilise les trésoreries qui souffrent déjà du retard de démarrage de certains chantiers à cause de la forte pluviométrie du début d'année.

Les chefs d'entreprise regroupant le **secteur primaire et industriel** sont particulièrement touchés par les augmentations de prix des matières premières, détériorant leur trésorerie. Ainsi, ils estiment ces hausses à près de 19 % pour le secteur primaire et 13 % pour le secteur industriel. Ils devraient répercuter au moins partiellement ces hausses sur leurs prix finaux.

Par ailleurs, le montant des **exportations de produits agricoles, sylvicoles et de la pêche** reste dégradé ce trimestre (-7,3 % ; CVS). La **production de viandes locales** est elle aussi en diminution : -6,9 % (CVS) pour les abattages de bovins et -11,2 % (CVS) pour les porcins.

Après de bons niveaux de production en 2021, les **exportations d'or** se contractent au 1^{er} trimestre³. Dans le même temps, le **secteur du bois** subit la forte pluviométrie récente, avec exportations en baisse de 8,1 % en valeur en 3 mois (CVS).

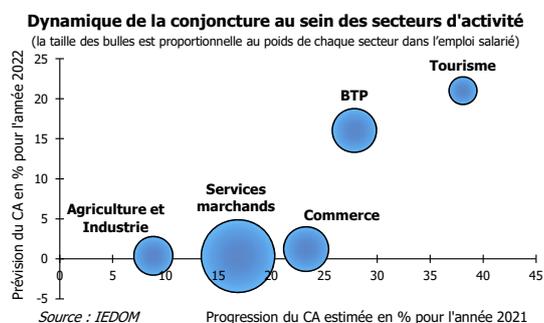
Déjà amoindrie, la perte de 5 lancements Soyouz due à la crise russo-ukrainienne fragilise l'activité de la **filière spatiale** guyanaise. Les perspectives à plus long terme sont néanmoins meilleures avec la signature d'un contrat historique avec Amazon pour 18 lancements Ariane 6 sur 3 ans à partir de 2024.

L'activité des **commerces** diminue progressivement, soulignée par un solde d'opinion sur l'activité passée redevenu négatif. Les entreprises interrogées indiquent par ailleurs augmenter fortement leurs prix de vente, notamment dans le commerce de gros et de détail.

Les professionnels des **services marchands** voient leur activité évoluer en dents de scie. Les charges se détériorent, notamment pour les entreprises proposant des services de transport routier.

Le solde d'opinion de l'activité du secteur **touristique** retrace une certaine confiance dans la conjoncture économique. Le volume d'heures rémunérées dans l'hébergement et la restauration retrouve son niveau de 2019. Le nombre de nuitées en hôtel enregistré au 1^{er} trimestre 2022 est quant à lui supérieur d'un tiers par rapport à 2021, mais reste inférieur d'un tiers à 2019. Les chefs d'entreprise anticipent une augmentation de plus de 20 % de leur CA sur l'année en cours. Ils rapportent par ailleurs des hausses de prix des matières premières estimées à 9,3 %, répercutées en partie dans les prix de vente à la clientèle.

Les **perspectives d'évolution d'activité** sont ainsi relativement bonnes pour le secteur touristique, mais également pour le BTP, fruit respectivement de l'allègement des restrictions sanitaires et de la dynamique des grands projets. Dans les autres secteurs, la situation se normalise après la nette reprise de 2021.



³ Les données ne sont pas présentées car elles sont en cours d'expertise. Le sens de l'évolution est toutefois connu.

La conjoncture internationale et régionale

LA DYNAMIQUE DE REPRISE EST AFFAIBLIE PAR L'ACCROISSEMENT DES INCERTITUDES

Selon les estimations publiées par le FMI en avril 2022, le PIB mondial a progressé de 6,1 % en 2021. Les ruptures d'approvisionnement et la dégradation de la situation sanitaire dans plusieurs pays ont finalement eu un impact modéré sur la croissance mondiale. Pour 2022, le FMI table sur une augmentation du PIB mondial de 3,6 %, soit un rythme nettement inférieur à ce qui avait été anticipé six mois plus tôt (-1,3 point). Cette révision est en particulier liée à la guerre en Ukraine qui a des répercussions économiques importantes à l'échelle mondiale, notamment sur le niveau des prix de l'énergie et de certaines denrées alimentaires.

Aux États-Unis, le PIB s'est contracté de 0,4 % au 1^{er} trimestre 2022, en glissement trimestriel, après une hausse de 1,7 % au 4^e trimestre 2021. Alors que la consommation des ménages et l'investissement continuent de progresser sur le trimestre, le recul du PIB s'explique par le déstockage opéré par les entreprises, la réduction des dépenses publiques et surtout la nette augmentation du déficit commercial, liée notamment aux importations de pétrole. Selon les prévisions du FMI, l'activité économique pourrait croître de 3,7 % sur l'ensemble de l'année.

Dans la zone euro, le PIB a progressé de 0,6 % au 1^{er} trimestre 2022 après une hausse de 0,2 % au trimestre précédent. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des exportations alors que la consommation des ménages recule, grevée par une inflation qui s'est élevée à 7,4 % à fin mars dans la zone euro. Le taux de chômage continue quant à lui de baisser, pour s'établir à 6,8 % à fin mars, contre 8,2 % un an plus tôt. Sur l'ensemble de l'année, le PIB pourrait croître de 2,8 % selon le FMI.

D'après l'Insee, le PIB de la France a reculé de 0,2 % au 1^{er} trimestre 2022 après une croissance de 0,4 % au trimestre précédent. Cette contraction s'explique principalement par la nette baisse de la consommation des ménages (-1,5 %) tandis que l'investissement des entreprises progresse de 0,6 %. La hausse des exportations (+1,2 %) est quant à elle supérieure à celle des importations (+0,5 %). Selon les prévisions de la Banque de France, le PIB de la France progresserait de 3,4 % dans le scénario conventionnel et de 2,8 % dans le scénario dégradé sur l'ensemble de l'année 2022.

Au Japon, le PIB a baissé de 0,1 % au 1^{er} trimestre 2022 après une augmentation de 1,0 % au 4^e trimestre 2021. Ce recul provient essentiellement d'une hausse du déficit commercial alors que la demande intérieure a progressé de 0,2 %, tirée par l'investissement privé. Pour l'ensemble de l'année 2022, le FMI anticipe une croissance du PIB de 2,4 %.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 3,8 % en 2022. Obérée par les restrictions sanitaires strictes, la croissance chinoise serait limitée à 4,4 % tandis que la Russie, dans le contexte de la crise en Ukraine, enregistrerait un recul sensible de son PIB (-8,5 %). À l'inverse, la croissance devrait demeurer soutenue en Inde (+8,2 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 15 juin 2022.

UNE REPRISE FRAGILE POUR LES ÉCONOMIES D'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES

Selon la Banque mondiale, la région Amérique latine et Caraïbes retrouve progressivement son niveau d'avant crise en termes de PIB et d'emplois. En effet, le PIB régional, qui avait connu un net rebond en 2021 (+6,9 %), ralentit sa progression, mais devrait continuer à augmenter en 2022 et 2023, rattrapant ainsi les pertes causées par la pandémie. Le taux d'emploi a également progressé après une baisse de 20 % pendant la crise. Début 2022, plusieurs perspectives de développement sont à l'ordre du jour pour la région, notamment l'accélération de la transition numérique et la croissance verte.

Les conséquences de la crise sanitaire continuent toutefois de peser sur la santé économique de la région. Le taux de pauvreté régional (hors Brésil) atteint son niveau le plus élevé depuis des décennies (26,7 %). D'autre part, si le taux d'emploi est en phase de retrouver son niveau d'avant crise, la part de l'emploi informel augmente et les femmes restent plus nombreuses à s'être retirées du marché du travail. Afin de lutter contre ces phénomènes, la Banque mondiale invite les parties prenantes à mettre en œuvre des mesures structurelles permettant d'accompagner la relance économique et de pallier les coûts sociaux de la pandémie, notamment en matière d'éducation, d'infrastructures et d'inégalités. En outre, la Banque mondiale estime que les dégâts liés au climat ont engendré un recul de 1,7 % du PIB annuel régional au cours des vingt dernières années.

Par ailleurs, à l'instar de l'ensemble de l'économie mondiale, la région doit faire face au choc exogène que représente la guerre en Ukraine, alors que sa reprise reste encore incomplète et inégale. L'inflation (en particulier pour les produits alimentaires et l'énergie) a accéléré au 1^{er} trimestre, atteignant +7,5 % en mars 2022 sur un an, taux qui devrait rester élevé tout au long de l'année. Les prévisions de croissance ont également été réévaluées à la baisse : la CEPALC prévoit une progression de 1,8 % du PIB en 2022, contre une estimation de 2,1 % en début d'année. Cependant, des disparités sont notables d'un pays à l'autre en termes d'inflation et de difficultés d'approvisionnement, du fait de leur degré variable de dépendance aux importations de matières premières et de produits pétroliers. En revanche, l'incertitude grandissante pesant sur l'investissement et la détérioration de la sécurité alimentaire sont des facteurs affectant l'ensemble de la région.

À l'instar d'autres banques centrales dans le monde, la majorité des économies d'Amérique latine et des Caraïbes ont mené des politiques monétaires restrictives, revoyant leur taux d'intérêt à la hausse. En février 2022, le Brésil a ainsi fixé son taux directeur à 10,8 %, le Paraguay à 5,8 % et le Pérou à 3,5 %. Ces efforts pour enrayer l'inflation galopante contribuent également à ralentir la reprise économique de la région.

Sources : Banque Mondiale ; CEPALC : « Repercussions in Latin America and the Caribbean of the war in Ukraine : how should the region face this new crisis ? » ; FMI.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : S. BOUVIER-GAZ — Responsable de la rédaction : D. LAURET
Rédaction : J. CAPITAINE - S. AUBERT — Participation aux travaux : L-H. JASON — Éditeur et imprimeur : IEDOM